

## Balance commerciale et qualité de la croissance en RDC : quelles politiques pour une économie résiliente ?

Trade balance and quality of growth in the DRC: what policies for a resilient economy?

Bobo B. KABUNGU<sup>1</sup>, Pascaline NTABUGI<sup>2</sup>, Gaylord MINDONGO<sup>3</sup>  
et Blackson BONGI<sup>4</sup>

- 1 Economiste, PhD, DBA et doctorant en Géostratégie, géopolitique et relations internationales à l'Académie de Géopolitique de Paris – spécialisation : géo-économie, l'auteur est chargé de recherche au CRESH.
- 2 Economiste, Master 2, Assistante de 1<sup>er</sup> mandat au CRESH.
- 3 Economiste, DEA en cours à l'Université de Kinshasa, Assistant de 1<sup>er</sup> mandat au CRESH.
- 4 Economiste, Master 2, Chargé de cours à l'UPC.



Received: 19 march 2023

Accepted: 27 august 2024

available online: 16 december 2023

**Résumé.** *La balance commerciale de la RDC contribue-t-elle à une croissance de qualité dans le pays ? Telle est la question de recherche du présent papier. Pour y répondre, deux démarches ont été retenues : la première, à base économétrique, a permis de développer deux modèles (VAR et régression multiple) et, la seconde, plus analytique, spécifiant les évolutions des exportations, des importations ainsi que de leurs soldes. Il en ressort que les échanges commerciaux (en valeur) entre la RDC et le reste du monde n'ont pas un lien de causalité, ni avec l'activité économique ni avec la production intérieure brute par habitant et vice-versa. La méthode des moindres carrés a, pour sa part, démontré qu'une augmentation de 1,0 % au niveau des échanges commerciaux rehausserait la croissance économique de 0,092 %. Cet impact se réduit encore lorsque l'on considère plutôt la variation annuelle du PIB/habitant pour mieux appréhender la dimension inclusive, proxy d'une croissance de qualité, avec un coefficient d'à peine 0,089. Par ailleurs, l'étude de l'évolution des exportations congolaises a montré que leur part dans le total mondial n'a jamais atteint 1,0 % et la dépendance des produits du sous-sol demeure criante, celle vis-à-vis des diamants ayant été remplacée par une prépondérance du poids du cuivre, les autres biens et services étant quasiment résiduels.*

**Mots-clés :** Exportations, importations, croissance économique, République Démocratique du Congo, politiques publiques, résilience.

**Abstract.** *Does the DRC's trade balance contribute to quality growth in the country? This is the research question addressed in this paper. To answer this question, two approaches were adopted: the first, econometrically based, enabled us to develop two*

*models (VAR and multiple regression), and the second, more analytical, specifying trends in exports, imports and their balances. The result is that trade (in value terms) between the DRC and the rest of the world is not causally linked to either economic activity or gross domestic production per capita, and vice versa. The least squares method, for its part, demonstrated that a 1.0% increase in trade would boost economic growth by 0.092%. This impact is further reduced when we consider the annual variation in GDP/capita to better capture the inclusive dimension, a proxy for quality growth, with a coefficient of just 0.089. Furthermore, a study of the evolution of Congolese exports has shown that their share of the world total has never reached 1.0%, and dependence on subsoil products remains glaringly high, with dependence on diamonds having been replaced by a preponderance of copper, while other goods and services are virtually residual.*

Keywords : Exports, imports, economic growth, Democratic Republic of Congo, public policies, resilience.

## 1. Introduction

L'homme est un être social ; il vit en communauté. Lorsqu'il est éloigné de ses contemporains, la soif de la découverte le pousse vers l'aventure, l'exploration et l'échange selon le besoin. C'est de là que sont nées les premières transactions commerciales entre sociétés, quoi que dans une forme rudimentaire. Au fil des ans, les échanges commerciaux se sont intensifiés et, le système monétaire international jouant, le monde est devenu un grand marché où chaque pays pouvait désormais proposer ses produits et services (exportations), avoir des devises<sup>1</sup> et se procurer divers articles (importations) pour répondre à la demande de ses habitants.

La balance commerciale (ou le solde commercial) est la différence, en valeur monétaire, entre les exportations et les importations de biens et/ou de services dans une économie sur une période donnée (une année en général). Une exportation est la vente d'un produit ou d'un service réalisé sur le territoire national

1 Sur le plan concret, un pays qui exporte des biens et/ou des services vers un autre, reçoit, en contrepartie, des devises qui lui permettront de financer ses importations en provenance du pays ou de la zone concernée.

à un agent résidant à l'étranger. Une importation, en revanche, est l'achat par un agent résidant sur le territoire national d'un produit fabriqué ou d'un service issu de l'étranger.

Les statistiques macroéconomiques présentent la balance commerciale sous la forme d'un compte qui retrace la valeur de ces agrégats qui relient un pays au reste du monde. Lorsqu'il est positif (la valeur des exportations est supérieure à celle des importations), on parle d'excédent et lorsqu'il est négatif, il s'agit d'un déficit de la balance commerciale.

L'OMC indique que le commerce mondial a enregistré, en volume et en valeur respectivement, une augmentation de 4.100,0 % et de 27.400 % entre 1950 (aux premiers jours du GATT) et 2020, avec un boom observé à partir de 1995, à la création de l'Organisation internationale. Cette évolution est, bien entendu, en lien avec l'évolution démographique du monde ainsi que le genre de vie de sa population. Par ailleurs, son effet sur la production est a priori positif, spécialement pour les pays exportateurs de biens et services à forte valeur ajoutée.

Au-delà de cette tendance et de l'euphorie (ou les réticences selon les idéologies et les dividendes nettes attendues) que suscite l'ouverture commerciale, les chocs qui ont secoué le marché mondial durant les dernières décennies ont mis en évidence la problématique de la résilience des économies, suivant leur degré d'exposition aux risques et leur niveau de développement. S'agissant particulièrement de l'Afrique, « le manque de diversité des revenus des pays africains concourt à un potentiel recul de leur PIB en cas de tension sur le commerce international » (Yapo, 2021, p. 6). Pour le Breton, Gillson et Sauvé (2020, p. 143), « la diversification économique reste un défi pour la plupart des pays en développement et sans doute plus encore pour les pays ayant les plus faibles revenus, les petits pays, les pays sans littoral ou ceux dont l'économie est très dépendantes de produits de base ». Pour sa part, Ngangoue (2016, p. 1) souligne qu'« en concentrant leurs efforts sur l'exportation des produits de base dont la valeur représente une faible  las-

ticité” des prix et des revenus par rapport à la demande, les pays d’Afrique centrale mettent leurs économies en état de déséquilibre réel ».

Retenue comme terrain de la présente étude, la RDC n’échappe pas à ce constat. Alors que le pays importe quasiment tout, qu’il s’agisse des biens d’équipements et de consommation, ses exportations restent dominées par le secteur minier qui subit les contrecoups des soubresauts des prix des matières premières. S’il est vrai qu’à la faveur de la reprise de la coopération internationale et du retour de la croissance, à partir de 2001, le volume (et la valeur) des échanges des biens et des services ont augmenté de manière exponentielle, passant d’une moyenne de USD 3.9 milliards de 1981 à 2000 à USD 17,5 milliards entre 2001 et 2020, le solde commercial, quant à lui est demeuré largement déficitaire, y compris durant cette dernière période. Quant à la croissance économique enregistrée depuis le début de la décennie, la RDC a prouvé qu’elle pouvait réaliser des taux positifs, même pendant les pires moments de la conjoncture internationale (crise financière internationale en 2008-2009, crise des prix des matières premières en 2015-2016 et crise pandémique de 2020). Ce n’est pas pour autant qu’elle devrait s’asseoir sur ses lauriers. En effet, le pays est encore loin de la série de croissance à deux chiffres réalisée par la Chine pour réaliser son miracle économique et la pauvreté continue de gangréner les efforts de véritable décollage. Dans cet ordre d’idée, la Banque mondiale (2019, p. 1) souligne que « le commerce ex-

térieur est un moteur de la croissance : il crée des emplois, réduit la pauvreté et ouvre des perspectives économiques. Depuis 1990, plus d’un million de personnes sont sorties de la pauvreté grâce à une croissance économique soutenue par le libre-échange et l’ouverture du commerce. »

Dès lors, l’analyse de la balance commerciale de la RDC suscite un intérêt particulier. La présente réflexion a pour objet de contribuer au débat autour de l’analyse des exportations et des importations, le lien avec une croissance de qualité devant être souligné de façon singulière.

## 2. Eléments de théorie et littérature empirique

### 2.1. Eléments de littérature

La croissance économique se mesure par la variation du produit intérieur brut (PIB). Mais l’analyse de cette croissance recommande d’aller au-delà de l’évolution de la production en intégrant des critères d’ordre qualitatif à l’instar d’une part, de la répartition des composantes de cette croissance évoquée par Doucouré (2004), avec une part importante réservée au commerce international<sup>2</sup> et, d’autre part, des optiques de stabilité, de robustesse, de diversification, de complexité et de respect de l’environnement que Kabungu et Ntabugi (2019) résumant dans un hexagone possible d’une croissance de qualité.

Pour ce qui est spécialement des échanges internationaux, Basseul et Lavrard-Meyer (2016), abordant les théories du commerce international et du développement, résumant le débat sur les théories du commerce international et du développement :

---

2 Evoquée par Adam Smith.

Tableau 1. Commerce international et controverses théoriques selon les courants

N°	Courant de pensée <sup>3</sup>	Thèse
1.	Libéral, partisan du libre-échange	Le commerce international est un des moteurs ou des servants de la croissance et les échanges sont mutuellement bénéfiques aux pays participants, quel que soit leur niveau de développement.
2.	Structuraliste, partisan de diverses formes de protectionnisme dans le but de créer un marché interne et développer les industries nationales	Il y a deux cas : (i) le moteur de la croissance évoqué par les libéraux s'est fortement ralenti ; (ii) Le commerce international est un frein à l'activité : par ses structures inégales, il serait biaisé en faveur des pays riches et à l'encontre des pays en développement. Ce n'est qu'après une longue période de croissance protégée qu'un pays pauvre pourrait s'ouvrir plus largement sur l'extérieur et participer aux échanges sur un pied d'égalité. Ainsi, les échanges extérieurs deviendrait le fuit de la croissance.
3.	Radical ou néo-marxiste, défendant la thèse de la polarité globale induite par le commerce international	Les échanges sont à l'origine du sous-développement et constitueraient un blocage au décollage des pays dits du sud.

Source : Présentation des auteurs inspirée des travaux de [Brasseur et Lavrard-Meyer \(2016\)](#)

<sup>3</sup> Lire également les œuvres de Ricardo et Marshall au XIX<sup>ème</sup> ainsi que celles de Heckscher et Ohlin au XX<sup>ème</sup> siècle.

Pour les uns, le commerce au-delà des frontières offre l'avantage d'étendre le marché, d'améliorer la division du travail et d'augmenter la productivité. En outre, l'expansion du marché est source de croissance de la production globale et d'augmentation du revenu dans l'économie. Cependant, d'autres sous-estiment la contribution du commerce international sur la diffusion de la technologie et remettent en question l'impact des échanges

sur le processus de développement. Plus tard, un modèle tranchera le débat en faveur de l'intérêt de l'ouverture commerciale jugée mutuellement avantageuse pour les pays en présence. Et l'un des instruments utilisé pour capter cet effet bénéfique est le multiplicateur du commerce international.

#### Encadré 1. Le multiplicateur du commerce international

Le mécanisme par lequel les exportations stimulent la croissance est celui, bien connu, du multiplicateur du commerce international. Les revenus obtenus dans le secteur des industries ou des activités exportatrices tendent à se diffuser dans l'ensemble de l'économie et à provoquer un accroissement plus que proportionnel du revenu global. La hausse de la production favorise à son tour des investissements induits par le mécanisme de l'accélération.

A cet effet créateur de revenus s'ajoute un effet de complémentarité. L'expansion des industries exportatrices suscite la création d'industries auxiliaires ou liées, en amont et en aval. Elle entraîne aussi le plus souvent une formation de « capital fixe social » résultant de la constitution ou du développement d'infrastructures, en particulier dans le domaine des voies de communication et des transports. Ainsi les activités exportatrices apparaissent-elles comme des foyers de développement pour l'économie.

De façon simplifiée, une augmentation des exportations entraîne une hausse des revenus supplémentaires dans l'économie nationale. Cependant, si l'augmentation du revenu national se reporte sur des importations, alors son augmentation sera diminuée d'autant.

Source : Barre (1965) et Le dico du commerce international

Sur le plan empirique, le tableau qui suit résume quelques travaux qui mettent en lien le commerce international et la croissance économique :

Tableau 2. Revue de la littérature empirique sur le commerce international et l'activité économique

Auteur, année	Objet	Résultats
Barre (1965)	Echanges internationaux et dynamisme de croissance	Le commerce international stimule l'activité économique.
Baldwin et Seghazza (1996)	Lien entre la croissance et l'ouverture commerciale	La croissance est tirée par l'investissement et l'ouverture.
Berthélemy, Dessus et Varoudakis (1997)	Capital humain, ouverture extérieure et croissance	La contribution de l'éducation à la croissance dépend du taux d'ouverture commerciale.
Hahn (2005)	Relation entre les exportations et les différentes mesures de la performance, incluant la productivité totale des facteurs au niveau des entreprises manufacturières coréennes	Existence d'une corrélation positive et significative entre l'exportation et la productivité totale des facteurs justifiée par les effets d'apprentissage et de sélection : l'effet d'apprentissage est de court terme au niveau des producteurs pris individuellement, mais au niveau de l'économie dans son ensemble, <i>exporter permet l'amélioration de la productivité agrégée.</i>
Wong (2006)	Effets de l'ouverture commerciale sur la productivité des secteurs manufacturiers équatoriens	Effet positif et significatif de l'ouverture commerciale sur la productivité des industries manufacturières au niveau des industries orientées vers l'exportation <i>dans les années suivant la mise en œuvre des réformes commerciales</i> , mais une baisse de la productivité après l'an 2000 due aux événements économiques.
Atsé (2007)	Développement, commerce international et réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire	Une politique économique basée sur l'ouverture du marché et la libéralisation des échanges n'entraîne pas automatiquement la réduction de la pauvreté. D'où l'intérêt d'associer des stratégies incluant la bonne gouvernance et l'inclusion sociale.
Njikam (2009)	Relation entre ouverture commerciale et performance industrielle au Cameroun, via la comparaison de l'impact avant et après l'ouverture commerciale	L'ouverture commerciale a un impact positif sur le développement industriel si les conditions des infrastructures sont favorables.
Topalova et Khan-delwal (2011)	Impact de l'ouverture commerciale sur le niveau de la productivité des firmes industrielles	L'ouverture mène à l'augmentation de la productivité, soit à travers une compétitivité commerciale qui est due à une réallocation des ressources vers le secteur le plus productif, soit à travers l'entrée des produits qualitatifs et de l'efficacité technologique qui assurent une productivité plus élevée.
Umba (2013)	Ouverture commerciale et croissance économique en RDC	Effet net négatif de l'ouverture commerciale sur la croissance économique. Cet impact négatif pourrait se résorber par la poursuite des réformes structurelles visant à améliorer la compétitivité et à diversifier l'économie.
Mano (2015)	Ouverture commerciale et croissance économique au Burkina Faso	L'ouverture commerciale influence positivement la croissance économique.



Kl'apri (2016)	Etude du niveau de productivité industrielle face aux changements des tarifs adoptés par les pays voisins (cas de la chine et de la Corée).	La libéralisation du commerce en Chine a entraîné des gains de productivité au niveau des entreprises manufacturières coréennes, tel qu'une baisse de 1,0 % des tarifs mène à une augmentation de 0,92 % de la productivité totale des facteurs.
Khalouki et Rachidi (2016)	Analyse de la relation entre ouverture et croissance économique dans les pays en développement	Effet positif de l'ouverture sur la croissance.
Ndiaye (2019)	Libéralisation des échanges commerciaux et croissance économique des pays de l'Afrique subsaharienne	Effet positif marginalement significatif des échanges commerciaux sur la croissance économique. Nécessité de revoir les politiques commerciales pour profiter des retombées de l'ouverture.

Source : Les auteurs, sur la base des travaux évoqués dans la première colonne.

Il en ressort que ce tour d'horizons que le commerce international peut jouer un rôle important dans le dynamisme de l'activité économique mais l'effet diffère d'un pays à l'autre, selon le niveau de développement de son industrie intérieure, ses avantages comparatifs réels, le niveau de sa pré-

paration à l'ouverture via des réformes macroéconomiques et structurelles ainsi que selon sa capacité d'absorption de la technologie.

## 2.2. Faits stylisés

L'observation scientifique de l'évolution du commerce à l'échelle internationale a révélé, ces dernières années, ce qui suit :

- Au niveau mondial (OMC, 2021) :
  - la Diversification des échanges réduit l'instabilité économique ;
  - l'économie mondiale « hyperconnectée » actuelle, caractérisée par des liens commerciaux étroits, a rendu le monde plus vulnérable aux chocs, mais aussi plus résilient lorsqu'ils surviennent ;
  - la mobilité liée au commerce peut être vecteur de maladies. Cependant, elle offre des solutions car elle permet une diffusion rapide de connaissances facilitant la recherche-développement ;
  - la reprise économique a été associée à une reprise du commerce pendant la pandémie de Covid-19 ;
  - le commerce mondial s'est montré plus résilient durant la pandémie de Covid-19 que durant la crise financière mondiale de 2008-2009 ;
  - le commerce peut aussi contribuer à accé-
- léraliser le redressement économique après les crises, grâce à l'existence d'une demande extérieure soutenue, du côté des exportations, et d'une offre de produits et de services intermédiaires, du côté des importations ;
- le développement et le renforcement de la résilience économique constituent désormais une stratégie essentielle pour réduire les interruptions d'activités commerciales et les pertes économiques provoquées par les chocs ;
- certains pays en développement sont démesurément exposés aux aléas naturels et les crises socioéconomiques touchent particulièrement les pays aux institutions et aux assises économiques fragiles ;
- Au niveau africain (Sharer, 1999) :
  - les régimes commerciaux des pays africains, malgré un vent de libéralisation qui souffle depuis le début des années 2000, demeurent plus restrictifs que ceux des autres pays ;
  - les entrées de capitaux privés ont beaucoup moins augmenté en Afrique que dans les autres régions en développement, et l'Afrique n'a pas profité des avantages qui accompagnent souvent ces apports — transferts de technologie et de com-

pétences de gestion et d'organisation et création d'emplois ;

- les pays d'Afrique subsaharienne restent majoritairement dépendants de l'exportation des produits de base ;
- la détérioration des termes de l'échange est un épineux problème qui gangrène les échanges au détriment de l'Afrique.

### 3. Méthodologie

Dans le cadre de cette étude, la méthodologie retenue a consisté en une juxtaposition d'approches, tout en mettant en relief la qualité de la croissance économique (Kabungu et Ntabugi, 2019).:

- primo, en partant de modèles économétriques censés vérifier les liens entre les échanges commerciaux et la croissance sur une longue durée à partir des données agrégées annuelles ;
- secundo, en recourant au cadre traditionnel d'analyse de la balance commerciale qui voudrait que les exportations, les importations et leur solde soient passés en revue de manière séparée (Banque Centrale du Congo, 2020), avant de constater l'effet sur les avoirs extérieurs nets (Van Rijckeghem, 2022).

#### 3.1. Approche économétrique

En ce qui concerne cette approche, deux méthodes sont préconisées : (i) celle consistant en la vérification de la corrélation et de la causalité entre les variables retenues et (ii) celle explicative qui quantifie l'impact du comportement d'une grandeur sur une autre.

##### 3.1.1. Vérification de la causalité couplée au modèle VAR

La théorie économique reconnaît à Wiener (1956) et Granger (1969, 1980) le rôle de pionniers en ce qui concerne l'étude des relations dynamiques entre les séries chronologiques, l'idée-maîtresse résidant en ce qu'une série temporelle « causerait » une autre lorsque la connaissance des informations sur la première série conduit à la prévision de la seconde, sans pour autant se référer aux don-

nées passées de cette dernière.

##### 3.1.2. Régression linéaire multiple – Méthode des moindres carrés ordinaires

La régression linéaire multiple a été utile pour décrire les variations d'un agrégat à expliquer par le comportement de plusieurs variables dites explicatives. L'exercice s'est inspiré principalement de Mano (2015) et Ndiaye (2019).

##### 3.1.3. Données

Les données utilisées ont été puisées de la base de la Banque mondiale et concernent les années 1971 – 2018, soit 48 observations annuelles. Elles se rapportent, pour ce qui est de la causalité, au taux de croissance économique (TCRE), au taux de croissance du PIB/habitant (TCPH) qui capte la dimension inclusive du développement économique (qualité de la croissance) et à la variation du total des échanges (VECH) d'une année à l'autre. Pour la régression, l'agrégat formation brute du capital fixe (FBCF) a été ajouté comme deuxième variable exogène.

##### 3.2. Approche du triangle traditionnel d'analyse de la balance commerciale

Le carré traditionnel d'analyse voudrait que soient étudiés successivement les exportations, les importations et leur solde. Il sied de s'intéresser à leur évolution dans le temps, avec un accent, d'une part, sur les produits concernés et, d'autre part, sur les destinations et les origines selon le cas, en vue de mesurer le degré de dépendance du pays.

## 4. Résultats

### 4.1. Croissance économique et échanges commerciaux, quels liens de causalité ?

- Activité économique et échanges commerciaux entre la RDC et le reste du monde

L'analyse de la causalité au sens de Granger révèle une absence d'influence entre le taux de croissance économique (TCRE) et la variation du total des échanges (VECH), comme l'indique le tableau 3.

Tableau 3. Causalité taux de croissance économique – variation du total des échanges

Pairwise Granger Causality Tests			
Date: 02/01/22 Time: 11:25			
Sample: 1971 2018			
Lags: 2			
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
DVEC does not Granger Cause DTCRE	45	0.99783	0.3777
DTCRE does not Granger Cause DVEC		2.32301	0.1111

Source : Calculs des auteurs à partir de Eviews 10, données de la Banque mondiale

- Qualité de la croissance et échanges commerciaux RDC/ Reste du monde

L'examen de la causalité au sens de Granger met en exergue un manque de causalité entre le taux de croissance du PIB/habitant (TCPH) en tant que proxy de la qualité de la croissance (effet

inclusif) et la variation du total des échanges habitant – variation du total des échanges (VECH), comme le montre le tableau 4.

Tableau 4. Causalité taux de croissance du PIB/

Pairwise Granger Causality Tests			
Date: 02/01/22 Time: 10:15			
Sample: 1971 2018			
Lags: 2			
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
DVECH does not Granger Cause DTCPH	45	0.91805	0.4075
DTCPH does not Granger Cause DVECH		2.32669	0.1107

Source : Calculs des auteurs à partir de Eviews 10, données de la Banque mondiale

#### 4.2. Echanges commerciaux et croissance économique, quel impact ?

Autant que pour la démarche précédente, l'analyse recourant à la régression multiple cherche à expliquer soit le taux de croissance économique de la RDC, soit son taux de croissance de son PIB/habitant par la variation du total des échanges commerciaux avec le reste du monde. Les résultats présentés dans les ta-

bleaux 5 et 6 indiquent, s'agissant de la variable d'intérêt (VECH), qu'elle a un impact positif et significatif autant sur l'activité économique appréhendée par la variation annuelle du PIB que sur la qualité de la croissance approximée par cette variation rapportée à l'évolution démographique.



Tableau 5. Résultats de l'estimation du modèle pour le taux de croissance économique

Dependent Variable: TCRE					
Method: Least Squares					
Date: 02/01/22 Time: 11:31					
Sample: 1971 2018					
Included observations: 48					
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	
C	-1.257082	1.272440	-0.987931	0.3285	
_2__FBCF	0.074172	0.050715	1.462539	0.1505	
<b>_3__VECH</b>	<b>0.091682</b>	<b>0.027825</b>	<b>3.294911</b>	<b>0.0019</b>	
R-squared	0.246753	Mean dependent var	1.157549		
Adjusted R-squared	0.213275	S.D. dependent var	5.385749		
S.E. of regression	4.777025	Akaike info criterion	6.025974		
Sum squared resid	1026.898	Schwarz criterion	6.142924		
Log likelihood	-141.6234	Hannan-Quinn criter.	6.070170		
F-statistic	7.370684	Durbin-Watson stat	0.924017		
Prob(F-statistic)	0.001703				

Source : Calculs des auteurs à partir de Eviews 10, données de la Banque mondiale

Tableau 6. Résultats de l'estimation du modèle pour le taux de croissance du PIB/habitant

Dependent Variable: _1__TCPH					
Method: Least Squares					
Date: 02/01/22 Time: 11:43					
Sample: 1971 2018					
Included observations: 48					
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	
C	-4.356952	1.234209	-3.530158	0.0010	
_2__FBCF	0.082467	0.049191	1.676470	0.1006	
<b>_3__VECH</b>	<b>0.089480</b>	<b>0.026989</b>	<b>3.315412</b>	<b>0.0018</b>	
R-squared	0.259744	Mean dependent var	-1.786327		
Adjusted R-squared	0.226844	S.D. dependent var	5.269570		
S.E. of regression	4.633496	Akaike info criterion	5.964962		
Sum squared resid	966.1179	Schwarz criterion	6.081912		
Log likelihood	-140.1591	Hannan-Quinn criter.	6.009158		
F-statistic	7.894887	Durbin-Watson stat	0.944494		
Prob(F-statistic)	0.001151				

Source : Calculs des auteurs à partir de Eviews 10, données de la Banque mondiale

Cependant, il importe de souligner que le coefficient de la variation du total des échanges demeure faible dans les deux cas (inférieur à 10,0 %) et se réduit lorsque l'on considère le taux de croissance du PIB/habitant.

### 3.2. Approche du triangle traditionnel d'analyse de la balance commerciale

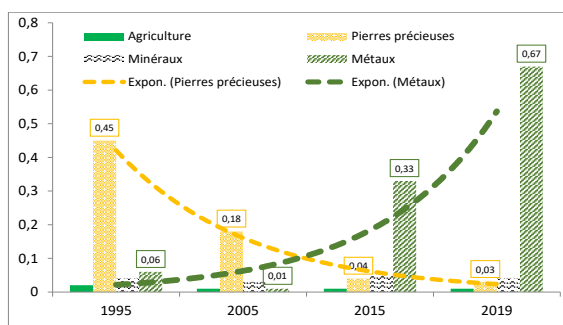
#### 3.2.1. Analyse des exportations

Cette analyse s'est faite en trois paliers en considérant premièrement la part des exportations nationales sur le marché mondial, en présentant ensuite leur évolution suivant les produits et en s'attardant enfin sur une étude de leur destination.

- Part des exportations congolaises sur le marché mondial

La part des exportations congolaises dans le total mondial n'a jamais atteint 1,0 %, du moins au cours des 30 dernières années et les ressources du sous-sol ont toujours constitué l'essentiel des produits. Cependant, grâce à une analyse à partir de données désagrégées, l'on observe un changement de tendance, les exportations des pierres précieuses qui raffaient près de 0,45 % en 1995 ne représentant plus que 0,03 % sur le marché mondial en 2019, alors que celles des métaux qui ne constituaient que 0,06 % à l'époque dépassent désormais 0,65 %.

Graphique 1. Evolution de la part des exportations sectorielles sur le marché mondial de 1995 à 2019 (en %)



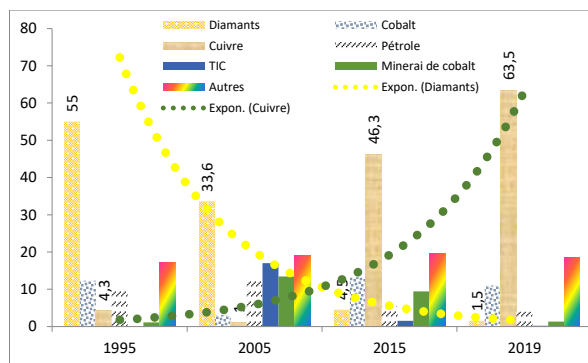
Source : Calculs et présentation des auteurs sur la base des données du [CID \(2022\)](#).

Il n'aurait suffi de garder le niveau de départ pour les pierres précieuses pour atteindre le niveau de 1,0 % des exportations mondiales. Un effort supplémentaire en ce qui concerne l'agriculture, secteur naturellement providentiel pour le pays, lui aurait permis d'augmenter sa part.

- Analyse des exportations congolaises suivant les produits

Le graphique 2 est plus qu'explicite au sujet du croisement des itinéraires différenciés de prépondérance des produits dans le total des exportations : progressivement, entre les années 2005 et 2010, le poids des diamants a été rattrapé et supplanté par celui du cuivre, les autres biens et services étant quasiment résiduels. Alors que les diamants représentaient 55,0 % des exportations de la RDC en 1995, ils dépassent à peine 1,0 % en 2019. Pendant ce temps, le cuivre dont la part avoisinait les 4,0 % a vu cette dernière dépasser les 60,0 % en vingt-quatre ans.

Graphique 2. Part des exportations par produit de 1995 à 2019 (en %)



Source : Calculs et présentation des auteurs sur la base des données du [CID \(2022\)](#).

Cette mutation traduit certes une capacité d'adaptation aux conditions du marché (les industriels étant contraints de suivre la demande) mais sous-entend également une difficulté de maintenir des sous-secteurs (comme celui des diamants, longtemps fleuron de l'industrie de la joaillerie internationale et poumon de l'économie congolaise avec l'entreprise MIBA) au seuil de leur viabilité. Au final, la RDC continue de souffrir de sa dépendance d'un produit phare : qu'il s'agisse des diamants ou du cuivre, son degré d'exposition à un choc extérieur lié à la baisse du prix de ce dernier n'ayant pas changé.

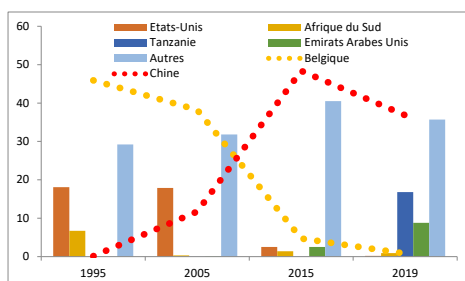
- Analyse des exportations congolaises par destination

Si durant les décennies 1990-2000 les prin-

cipaux partenaires commerciaux, en termes d'exportations, étaient l'Europe et l'Amérique (essentiellement la Belgique et les Etats-Unis), la RDC s'est plutôt tournée vers l'Asie et l'Afrique (avec un rôle de choix pour la Chine ainsi que la Zambie ou la Tanzanie selon les années) pour les douze dernières années. La forte demande chinoise pour les matières premières du Congo ainsi que le renforcement du partenariat Sud-Sud sont à l'origine de cette évolution qui atteste, par ailleurs, d'une tendance au sevrage politico-économique des puissances occidentales.

Toutefois, un fléchissement des exportations de la RDC vers la Chine s'observe depuis 2015, avec l'entrée des Emirats Arabes Unis (pour ne citer que ce pays) dans le groupe des partenaires commerciaux privilégiés de la RDC. Cela laisse entrevoir une évolution vers une plus grande diversification des destinations des exportations qui s'observe sur le graphique 3 (poids des autres pays).

Graphique 3. Part des destinations dans les exportations de 1995 à 2019 (en %)



Source : Calculs et présentation des auteurs sur la base des données du CID (2022).

### 3.2.2. Analyse des importations

Pour scruter les importations d'un pays, les analyses se font généralement suivant les produits demandés en interne et suivant leurs origines.

- Analyse des importations suivant les groupes de produits

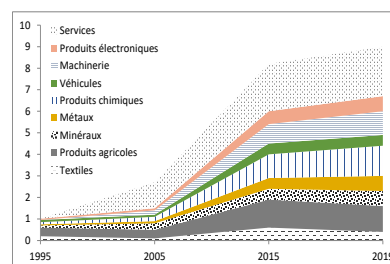
L'évolution des importations de la RDC représentée sur le graphique 4 permet de distinguer deux temps forts, à savoir :

- la période des évolutions quasi-linéaires

entre 1995 et 2004, malgré une contraction observée à partir de 1997 dans un contexte de tensions politico-sociale et de guerres successives dont ne s'est remis le pays qu'après 2005 à la faveur des premières élections dites démocratiques (2006), les industries textile et électronique ayant été les principales victimes de cette période de « crise » ;

- la période du boom d'importation de 2005 à 2019 où la demande du pays en services, produits chimiques, agricoles et divers ont fortement augmenté pour combler les besoins non couverts en interne. Il est à noter que les importations des biens et services ont fortement baissé entre 2015 et 2016, en pleine crise des matières premières, le pays n'ayant plus les moyens de financer ses importations du fait du recul de ses exportations, du reste liées principalement au secteur minier.

Graphique 4. Importations de la RDC par groupe de produits de 1995 à 2019 (en milliards de dollars américains)



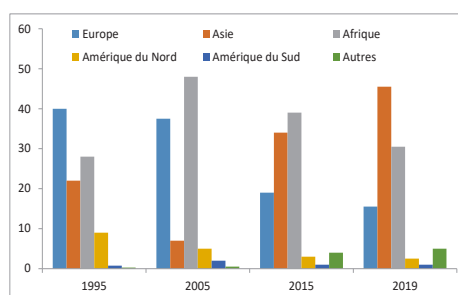
Source : Calculs et présentation des auteurs sur la base des données du CID (2022).

- Analyse des importations suivant leurs origines

Il ressort de l'examen de l'évolution des importations de la RDC d'après leurs origines qu'entre 1995 et 2019, le pays a migré de l'Europe vers l'Asie comme le montre le graphique 5, en délaissant progressivement son partenaire traditionnel qu'était la Belgique pour nouer des relations commerciales avec la Chine. En effet, en 2019, les importations à partir du vieux continent ne représentent plus que 15,5 % du total, contre 40,0 en 1995, la part de la métropole s'étant, quant à elle, située à 4,0 %, revenant de 16,3 % auparavant. En revanche, la part des produits en provenance d'Asie qui ne constituaient

que 22,0 % des importations congolaises en 1995 a plus que doublé en vingt-quatre ans pour atteindre 45,5 %, grâce, notamment au raffermissement des relations commerciales sino-congolaises qui ont conduit l'offre chinoise à répondre à la demande de la RDC vis-à-vis de l'extérieur à hauteur de 30,2 % en 2019 alors qu'elle dépassait à peine dix fois moins en 1995.

Graphique 5. Part des origines dans les importations de la RDC 1995 à 2019 (en %)



Source : Calculs et présentation des auteurs sur la base des données du [CID \(2022\)](#).

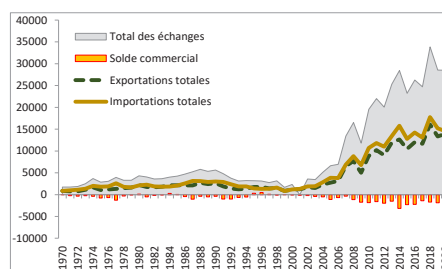
### 3.2.3. Analyse du solde de la balance commerciale

Les exportations et les importations concernant à la fois les biens et les services, l'analyse du solde de la balance commerciale doit tenir compte de ces deux grandeurs après, bien entendu, une approche agrégée pour une vue d'ensemble.

#### ▪ Solde commercial

Entre 1970 et 2020, le solde de la balance commerciale de la RDC n'a été excédentaire que sept fois, avec des marges très faibles, suivant les informations puisées de la base de données de la Banque Centrale du Congo. Le solde commercial du pays est ainsi structurellement déficitaire malgré la tendance à la hausse du total des échanges. Le graphique 6 le montre clairement. Autrement dit, durant la période sous revue, l'effort déployé pour exporter davantage a été plus qu'absorbé par le besoin en importation.

Graphique 6. Evolution du solde commercial de la RDC de 1970 à 2020 (en millions de dollars américains)



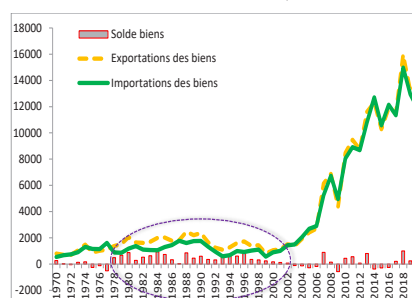
Source : Calculs et présentation des auteurs sur la base des données de la BCC.

Dès lors, une analyse désagrégée permettrait de déterminer lequel des secteurs (biens ou services) est à l'origine de cette situation afin de suggérer des mesures idoines.

- Solde des transactions liées aux biens vs solde des transactions liées aux services

Le graphique 7 révèle que sur la période sous analyse, les exportations des biens ont excédé leurs importations de USD 15,5 milliards en cumul. En effet, s'il est vrai que des phases de déficits ont été enregistrées (1972, 1975-1977, 2003-2006, 2009, 2014-2016), elles n'ont jamais dépassé quatre années d'affilée et n'ont totalisé que douze ans, avec une moyenne de USD – 266,8 millions. Tandis que les phases d'excédents ont totalisé trente-neuf ans, avec une moyenne de USD 490,9 millions.

Graphique 7. Evolution du solde des biens de la RDC de 1970 à 2020 (en millions de dollars américains)

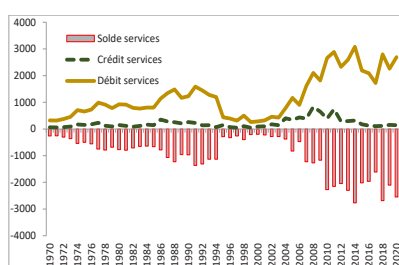


Source : Calculs et présentation des auteurs sur la base des données de la BCC.

Il importe de souligner que la phase la plus longue de réalisation d'excédents successifs de la balance des biens a duré vingt-cinq ans, soit de 1978 à 2002. Cette évolution s'explique par une augmentation plus importante des exportations (3,6 % en moyenne) que celle des importations (3,4 %).

A contrario, le graphique 8 sur la balance des services met en évidence un déficit permanent, le pays s'écroulant sous le poids de son débit et ce, quand bien même des pics de crédit ont été enregistrés, notamment en 2008 (USD 828,2 millions) et 2011 (USD 739,4). Pour l'attester, de 1970 à 2020, le crédit n'a enregistré qu'une hausse de 135,5 % alors que le débit des services a progressé de 741,1 %. Tout le défi consisterait, par ricochet, à inverser la tendance.

Graphique 8. Evolution du solde des services de la RDC de 1970 à 2020 (en millions de dollars américains)



Source : Calculs et présentation des auteurs sur la base des données de la BCC.

## 5. Discussion et recommandations conclusives

### 5.1. Interprétation des résultats et discussion

La balance commerciale de la RDC a été passée en revue et évaluée à l'aune de sa contribution à une croissance de qualité. Deux démarches ont été retenues : la première, à base économétrique, a permis de développer deux modèles, l'un à VAR et l'autre à régression multiple à partir des données agrégées des échanges et, la seconde, plus analytique, spécifiant les évolutions des exportations, des importations ainsi que de leurs soldes.

Il en ressort que d'une part, les échanges commerciaux (en valeur) entre le pays et le reste du monde n'ont pas un lien de causalité, ni avec l'activité économique ni avec la production intérieure brute par habitant et vice-versa. A ce niveau, les résultats se rapprochent quelque peu de la thèse avancée par les structuralistes pour qui le moteur de la croissance que serait le commerce international aurait ralenti. Dans le cas d'espèce, ce ralentissement aurait

tout simplement abouti à un arrêt car aucune influence n'est révélée entre les variables VECH et TCRE d'un côté ainsi que VECH et TCPH d'un autre. Sans doute, si effet causal il y aurait, celui-ci serait si faible que le modèle VAR ne saurait le capter.

La méthode des moindres carrés a eu justement le mérite de relever ce défi de quantification en démontrant qu'une augmentation de 1,0 % au niveau des échanges commerciaux entre la RDC et le reste du monde rehausserait la croissance économique de 0,092 %, toutes choses restant égales par ailleurs. Cet impact se réduit encore lorsque l'on considère plutôt la variation annuelle du PIB/habitant pour mieux appréhender la dimension inclusive, proxy d'une croissance de qualité, avec un coefficient d'à peine 0,089. En somme, l'effet des échanges sur l'activité en RDC est positif et significatif mais il demeure, pour les années sous revue, très faible.

D'autre part, l'étude de l'évolution des exportations congolaises a montré que leur part dans le total mondial n'a jamais atteint 1,0 % et la dépendance des produits du sous-sol demeure criante, celle vis-à-vis des diamants ayant été remplacée par une prépondérance du poids du cuivre, les autres biens et services étant quasiment résiduels. Au final, le degré d'exposition à un choc extérieur lié à la baisse du prix des produits exportés, essentiellement miniers, aura même augmenté. En ce qui concerne la destination des produits, le même scénario se confirme : le pays tarde à diversifier véritablement son groupe de partenaires commerciaux. En vingt ans, la RDC n'a fait que déshabiller Saint Paul pour habiller Saint Ping, la place qu'a longtemps occupé la Belgique ayant été comblée par la Chine au lieu d'être divisée entre plusieurs pays. Fort heureusement que le pays a commencé à renforcer ses liens commerciaux avec plusieurs Etats africains, avec un rôle de choix joué depuis des décennies par l'Afrique du Sud.

Au sujet des importations, l'économie congolaise continue de souffrir de son addiction à l'importation des services, des produits chimiques et agricoles ainsi que des biens d'équipement pour ne citer que ceux-là. En fait, la RDC importe (quasiment) tout, gaspillant ses maigres devises



pour des biens et services qui auraient pu être produits localement au regard du potentiel naturel et humain. Avec un professionnalisme renforcé et une gouvernance améliorée, la substitution des importations est possible.

En matière de services, les besoins liés au transport et au tourisme, à l'assurance et à la finance, à la technologie de l'information et de la communication peuvent être comblés par une offre nationale, si les pouvoirs publics encouragent la création et le développement des sociétés dans le secteur. Les entreprises nationales existantes pourraient être restructurées, astreintes à respecter des normes d'assurance qualité et mieux surveillées pour éviter les déboires connus par le passé. La paix, la sécurité et la qualité du service viendrait en appui à la promotion du tourisme en interne, à l'exemple de la Chine où le secteur vit à près de 90,0 % des nationaux.

Pour ce qui est des produits chimiques dont la grande partie est constituée de médicaments, l'industrie pharmaceutique locale devrait être promue, encadrée et assistée, d'autant plus que la providence a doté la RDC des ressources naturelles pouvant enrichir la pharmacopée. Sur le plan agricole au sens large, le climat, le sol (superficie arable) et l'hydrographie du pays sont propices à plusieurs cultures. Il est interpellant pour la RDC de continuer d'importer du riz alors que l'est pourrait en être le grenier, des volailles malgré une capacité inouïe d'élevage extensif ou intensif de poules, du poisson en considérant l'abondance de lacs et affluents sans parler du fleuve, de l'huile de palme alors que le nord du pays demeure le bassin naturel de sa culture, du sucre malgré l'existence de plantations de cannes, lu lait pendant que des cheptels entiers ne sont pas exploités, des légumes alors que le maraîchage local peut répondre à la demande sur place, etc. Tout est en fait question de transformation et de conservation.

## 5.2. Recommandations

Pour améliorer la balance commerciale de la RDC et développer la résilience de son économie, il est principalement recommandé de :

- procéder aussi bien à une substitution des importations par des biens et services produits au niveau national<sup>4</sup> qu'à un renforcement du circuit productif, de manière à augmenter d'une part, le volume des exportations en atteignant la pleine capacité des industries et, d'autre part, leur valeur qui est étroitement liée au degré de transformation ;
- mettre en œuvre des réformes structurelles crédibles et viables visant notamment la diversification des exportations, la complexité des produits et l'accroissement de l'efficacité ;
- adopter et mettre en place un cadre d'incitations approprié au niveau macroéconomique et des politiques structurelles adaptées ;
- implémenter des politiques budgétaires et monétaires propices à la stabilité des prix — et qui encouragent, par conséquent, l'épargne et l'investissement —, ainsi qu'une position extérieure courante viable ;
- développer les infrastructures physiques et combler la rareté des capitaux ;
- développer l'agriculture orientée vers les besoins nationaux (en tenant compte des coûts d'opportunité par rapport à l'orientation vers les exportations) et promouvoir la transformation et la conservation des produits agricoles ;
- réhabiliter les routes de desserte agricole.

Ainsi, les mesures ci-après sont à envisager :

- le développement de la base productive, afin d'accroître la capacité nationale en termes d'exportations de biens et favoriser sa résilience aux chocs externes et internes ;
- la poursuite des réformes permettant de rendre plus compétitives les exportations, notamment celles des cultures de rente, à travers l'encadrement des producteurs locaux pour une meilleure adaptation de leur

<sup>4</sup> Il s'agit de l'accroissement des capacités de production locale des grands produits d'importations à l'instar du maïs, du riz, des poissons, des volailles, etc.

offre aux exigences des normes internationales de qualité ;

- la mise en place de politiques visant une meilleure exploitation du potentiel touristique et un accroissement de l'offre locale des services de transport, d'assurance et de finance, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue la principale source du déficit dans ce domaine ;
- l'assouplissement programmé et cohérent des réglementations douanières et l'amélioration de l'environnement des affaires ;
- l'accélération de la privatisation des entreprises d'État et des actifs économiques ;
- la poursuite de la libéralisation du secteur des services en l'ouvrant aux prestataires de services étrangers. Il sied de mentionner que les services sont le secteur du commerce mondial qui a connu l'expansion la plus rapide plusieurs décennies, et ils représentent un produit intermédiaire essentiel dans la production ;
- le renforcement de la diplomatie commerciale via la participation effective aux foires internationales et la négociation d'un meilleur accès aux marchés des pays industrialisés qui tendent à appliquer des restrictions aux importations de produits agricoles, lesquels représentent pourtant une part prépondérante du potentiel d'exportation de l'Afrique ;
- la promotion de la signature d'accords commerciaux régionaux qui favorisent l'harmonisation des incitations à l'investissement ;
- l'encouragement des pouvoirs publics, des entreprises et des ménages à agir concrètement pour prévenir les effets négatifs des chocs, s'y préparer, y faire face et s'en remettre, dans l'objectif de renforcer la résilience économique ;
- la mise en œuvre des mesures visant à assurer le rapatriement effectif du produit des recettes d'exportation, qui contribue-

rait au renforcement de l'impact des exportations sur les réserves de change ;

- l'accroissement de l'investissement dans le capital humain et le renforcement des capacités des institutions impliquées dans le commerce extérieur.

## 6. Références bibliographiques

Atsé, M. (2007). Développement, commerce international et réduction de la pauvreté : Cas de la Côte d'Ivoire. Mémoire de MBA – Recherche en Gestion internationale. Université du Québec à Montréal.

Banque Centrale du Congo (2020). Rapport de la balance des paiements et de la position extérieure globale 2016-2018. Kinshasa

Banque mondiale (2019). Commerce extérieur : Vue d'ensemble. Rubrique Comprendre la pauvreté. Disponible via lien <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/trade/overview#1> consulté le 1<sup>er</sup> février 2022, à 14 :09 heure de Kinshasa.

Barre, R. (1965). Les échanges internationaux comme dynamisme de la croissance. *Revue économique*, 16(1), 105 – 126.

Berthélemy, J.-C., Dessus, S. et Varoudakis, A. (1997). Capital humain, ouverture extérieure et croissance : estimation sur données de panel d'un modèle à coefficients variables. Document de travail n°121, Centre de développement de l'OCDE.

Brasseul, J. et Lavrard-Meyer, C. (2016). *Economie du développement : les enjeux d'un développement à visage humain*, Paris : Armand Colin.

Brenton, P., Gillson, I. et Sauvé, P. (2020). Diversification économique : les leçons de l'expérience. Dans OMC, *Panorama de l'aide pour le commerce 2019 : Diversification et autonomisation économiques*.

CID (2022). *Atlas of economic complexity*. Harvard University. Disponible via le lien <https://atlas.cid.harvard.edu> consulté le 03 février 2022 à 17 :06 heure de Kinshasa.

Doucouré, O. (2004). *Ouverture commerciale*

- et croissance économique : le cas du Mali. Mémoire de DEA. Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire. Université Cheikh Anta Diop.
- Granger, C. W. J. (1969). « Investigating causal relations by econometric models and cross spectral methods », *Econometrica*, pp. 424-438.
- Granger, C. W. J. (1980). « Testing for causality: A Personal Viewpoint », *Journal of Economic Dynamics and Control*, pp. 329-352.
- Hahn, C. H. (2005). Exportation et performance des usines : preuves sur la Corée. Dans *International Trade in East Asia*, NBER-East Asia Seminar on Economics, 14, 53 – 80. Presses de l'Université de Chicago.
- Kabungu, B. B. et Ntabugi Barakomerwa, P. (2019). Gestion des ressources naturelles et hexagone possible d'une croissance de qualité en RDC. *Annales de l'UNIGOM*, 9(2), 271 – 297.
- Khalouki, H. et Rachidi, M. A. (2016). Analyse de la relation entre ouverture et croissance économique dans les pays en développement. *Revue Marocaine de Gestion et d'Economie*, 6, 1 – 12.
- Kl'apri, K. (2016). Productivité, taille des entreprises et libéralisation des échanges dans un pays partenaire : à partir de données coréennes au niveau des entreprises. *Revue internationale d'économie et de finance*, 45, 572-583.
- Mano, Y. L. C. (2015). Effets de l'ouverture commerciale sur la croissance économique du Burkina Faso. Mémoire pour l'obtention du diplôme de Conseiller des affaires économiques. Département de Gestion des services socio-économiques, Ecole nationale d'administration.
- Ndiaye, A. S. (2019). Libéralisation des échanges commerciaux et la croissance économique des pays de l'Afrique subsaharienne. Mémoire de maîtrise en économie. Ecole de gestion, Université de Sherbrooke.
- Ngangoue, F. (2016). Planifier et organiser la diversification économique en Afrique centrale. *Revue congolaise de gestion*, 1(21-22), 45 – 87.
- Njikam, O. (2009). Libéralisation du commerce, infrastructures et performance industrielle en Californie. Faculté d'économie et de gestion, Université de Yaoundé.
- OMC (2021). Rapport sur le commerce mondial 2021 : Résilience économique et commerce.
- Sharer, R. (1999). Le commerce un moteur de croissance pour l'Afrique. Finances et Développement, Décembre, FMI.
- Topalova, P. et Khandelwal, A. (2011). Libéralisation des échanges et productivité des entreprises : Le cas de l'Inde. *Examen de l'économie et des statistiques*, 93(3), 995-1009.
- Umba, G. B. (2013). Ouverture commerciale et croissance économique en RD Congo : une analyse en équilibre général calculable. Working paper. Munich Personal Repec Archive.
- Van Rijckeghem, C. (2022). Demande agrégée. Diagnostics macroéconomiques. Institut de Formation pour l'Afrique, FMI.
- Wiener, N. (1956). *The Theory of Prediction. Modern Mathematics for Engineers*, McGraw – Hill, New York.
- Wong, S. A. (2006). Productivité et ouverture commerciale : données probantes à microéconomiques des Industries manufacturières en Équateur 1997-2003. Guayaquil, Équateur.
- Yapo, T. (2021). La résilience des économies africaines face aux risques actuels. *Financialefrik*, 07 mai.